

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur

Comité Départemental du Tourisme du Jura, dénommé « Jura Tourisme »
Adresse : 17 rue Rouget de Lisle – BP 80950 – 39009 LONS LE SAUNIER Cedex
SIRET : 778 396 788 00037
Représenté par :
Gérôme Fassenet – Président
Jean-Pascal Chopard – Directeur

Objet de l'accord-cadre

Recrutement d'un prestataire pour la réalisation de parcours ludiques scénarisés via une application numérique.

Date limite de remise des offres

le 05/11/2021 Heure : 12:00

DEPOT DES PLIS : Dossier complet à déposer sur le profil d'acheteur de Jura Tourisme sur www.e-marchespublics.com

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre	3
1.1 Décomposition en lots et en tranches.....	3
1.2 Forme de l'accord-cadre.....	3
1.3 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution	3
2. Organisation de la consultation	3
2.1 Procédure de passation.....	3
2.2 Variantes.....	3
2.3 Modification de détail au dossier de consultation.....	4
2.4 Délai de validité des offres	4
2.5 Dispositions relatives aux groupements	4
3. Contenu du dossier de consultation.....	4
4. Retrait du dossier de consultation	4
5. Présentation des candidatures et des offres.....	5
6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre ...	5
6.1 Jugement des offres.....	5
6.2 Attribution de l'accord-cadre	6
7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée.....	6
8. Renseignements complémentaires.....	7

1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet **le recrutement d'un prestataire pour la réalisation de parcours ludiques scénarisés via une application numérique.**

1.1 Décomposition en lots et en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas allouer le présent accord-cadre pour ne pas rendre techniquement plus difficile la réalisation du marché et afin de bénéficier d'économies d'échelle auprès d'un fournisseur unique.

1.2 Forme de l'accord-cadre

L'accord-cadre est un **accord-cadre à bons de commande** fixés en valeur avec un maximum de 80 000 €. Il sera conclu avec un seul opérateur économique.

La commande sera notifiée par le pouvoir adjudicateur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

1.3 Durée de l'accord-cadre – Reconduction – Délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figure à l'acte d'engagement valant CCP.

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 à 2123-7 du Code de la Commande Publique selon une procédure adaptée ouverte avec ou sans négociation.

La négociation portera sur les points suivants :

A l'issue de la première analyse des offres, les candidats sont informés que le Pouvoir Adjudicateur **se réserve la possibilité de négocier avec les candidats dont les offres ont été classées parmi les deux premières.**

La négociation sera uniquement sur support écrit. Elle portera sur tous les éléments de l'offre. Les offres inacceptables ou irrégulières au sens des articles L.2152-1 à L. 2152-4 et R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la Commande Publique pourront être admises à la négociation. Les offres inappropriées seront éliminées. En cas d'absence de nouvelle proposition écrite, l'offre remise initialement sera prise en compte pour l'analyse définitive. Les offres restées irrégulières et inacceptables seront éliminées.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

2.2 Variantes

2.2.1 Variantes libres

La proposition de variante libre n'est pas autorisée.

Toute proposition de variante remise par un candidat sera systématiquement écartée et déclarée irrecevable. Toutefois, si une offre de base, conforme au cahier des charges, accompagne la

solution variante, elle ne sera pas rejetée sous réserve qu'elle soit présentée de manière telle qu'elle soit bien dissociée de la ou les variantes.

2.2.2 Variantes imposées

Il n'est pas prévu de variantes imposées.

2.3 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve **le droit d'apporter au plus tard 4 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.** Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est **de 90 jours** à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

2.5 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre sera attribué à une seule entreprise.

Possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

3. **Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- **Le présent règlement de la consultation.**
- **Le cahier des charges** valant document de référence pour la totalité du projet et est donc considéré comme un document contractuel.
- **L'acte d'engagement valant C.C.P**
- **Le bordereau des prix avec délais d'exécution**
- **La grille de critères techniques**

4. **Retrait du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : www.e-marchespublics.com

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est fortement recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...). Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés en cas de modification apportée à la présente consultation

et ne pourront se retourner contre Jura Tourisme dans l'hypothèse où ils produiraient une réponse non conforme.

Rappel : la remise des offres par voie électronique est obligatoire depuis le 1^{er} octobre 2018. Il n'est plus possible de déposer une offre par courrier.

Les documents déposés seront obligatoirement sous un format PDF sauf le Bordereau des prix qui sera sous format Excel obligatoirement.

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire, les pièces ci-dessous définies, rédigées en langue française.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire et déposer les pièces suivantes :

- **Formulaire DC1 ou équivalent à compléter, à dater et à signer** - Habilitation du mandataire par ses co-traitants -
- **Formulaire DC2**
- **L'Acte d'Engagement Valant Cahier de Clauses Particulières (AE CCP) dûment complété et signé.** Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.
- **Un mémoire technique présentant notamment les compétences, références, moyens humains et techniques dédiés à l'exécution des prestations.**
- **Les certifications, démarches qualité et environnementales de l'entreprise**
- **Le bordereau des prix avec délais d'exécution et grille de critères dûment complété et signé**

6. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Le Jury de recrutement aura lieu du 15/11/2021 au 19/11/2021.

6.1 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<u>Prix des prestations</u> apprécié au regard du montant total HT indiqué dans le bordereau des prix	50/100
<p>Le prix des prestations est apprécié au regard du montant total HT indiqué dans le bordereau des prix et des délais d'exécution et selon la formule suivante :</p> $N = 50 * P_{min} / P_x$ <p><i>P_{min} : Montant de l'offre moins disante</i> <i>P_x : Montant de l'offre considérée</i> <i>N : Note obtenue (minimum = 0)</i></p>	

<u>Valeur technique appréciée au vu des éléments figurant dans le cadre du mémoire technique</u> - Les délais d'exécution et de livraison (Indiqués dans le bordereau des prix et des délais) (15/100) - les moyens humains et techniques dédiées (interlocuteur dédié) (15/100) - La maquette proposée (10/100)	40/100
<u>Compréhension</u> Compréhension du contexte, des contraintes et du positionnement stratégique	10/100

Les modalités de la négociation sont définies à l'article *Procédure de passation*.

6.2 Attribution de l'accord-cadre

Conformément aux articles R. 2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 5 jours.

Les candidats seront informés de la décision prise par le pouvoir adjudicateur, via la plateforme e-marchespublic.com ou par email.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sous forme dématérialisée

Les candidats doivent remettre leurs candidatures et leurs offres sous forme dématérialisée.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : e-marchespublic.com

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique (.doc, .xls et .ppt),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats **devront faire parvenir une demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante :**

<http://www.e-marchespublics.com>

Seules les demandes adressées au moins 7 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier via le profil acheteur.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres du présent document.